

# L'éviction des élites ouvrières

par Frédéric Sawicki

---

**Les ouvriers peinent à se faire élire dans les communes où ils sont pourtant majoritaires. Julian Mischi, à partir de l'étude de trois villes, s'interroge sur cette marginalisation.**

---

À propos de : Julian Mischi, *Des élus en campagne : Luttés municipales dans les bourgs industriels (XXe-XXIe siècles)*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2025, 359 p., 24 €.

Les recherches sociologiques produites au cours de ces quinze dernières années sur les « mondes ruraux », notamment au sein du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces ruraux de l'INRAE de Dijon<sup>1</sup>, n'ont eu de cesse d'en montrer la diversité sociale, économique et politique, à rebours des représentations simplistes et globalisantes véhiculées par certains essayistes ou responsables politiques. Julian Mischi, politiste, directeur de recherche au sein de ce laboratoire, en est un des contributeurs reconnus, notamment pour ses travaux sur le communisme rural et les bourgs à dominante ouvrière<sup>2</sup>. Voilà plus de deux décennies qu'il scrute les luttes sociales et les mobilisations politiques dans cette France rurale plus industrielle qu'agricole ou résidentielle du Nord, de l'Est et du Centre du pays ; une France où la fermeture de nombreuses usines au cours des cinquante dernières années a eu des conséquences dramatiques (chômage, précarité, paupérisation, exode

---

<sup>1</sup> Stéphane Blancard, Cécile Détang-Dessendre, Nicolas Renahy (dir.), *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Versailles, Éditions Quae, 2016 et Ivan Bruneau, Gilles Laferté, Julian, Mischi, Nicolas Renahy (dir.), *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018.

<sup>2</sup> Julian Mischi, « Un parti ouvrier en milieu rural », *Études rurales*, 171-172, 2004, p. 135-145 et *Le bourg et l'atelier. Sociologie d'un combat syndical*, Marseille, Agone, « L'ordre des choses », 2016.

des jeunes les plus diplômés), sans pour autant faire diminuer la part des ouvriers dans la population active (entre 30 et 50%, toujours bien au-delà de la moyenne nationale). En effet, en se conjuguant à la désindustrialisation et au déclin démographique, la délocalisation de nombreux services publics y a fait disparaître beaucoup d'emplois administratifs, laissant souvent face-à-face membres des classes populaires (ouvriers et employées), artisans, petits patrons de l'industrie et du commerce, cadres d'entreprise et rares professions libérales.

Dans une précédente monographie consacrée à une commune rurale bourguignonne marquée par la présence ancienne d'un atelier de maintenance de la SNCF employant près de 300 salariés, Julian Mischi avait montré que ce face-à-face pouvait parfois tourner au profit des ouvriers stabilisés : en entretenant une forte identité de classe et un milieu militant très investi dans la vie communale, le syndicalisme a permis à ces derniers de damer le pion aux cadres de l'entreprise lors des élections municipales. Son dernier livre, *Des élus en campagne*, s'inscrit dans cette veine, tout en adoptant une démarche comparative historique qui élargit la focale à des communes où les ouvriers, quoique majoritaires, se trouvent constamment ou souvent mis à l'écart du pouvoir local au profit de notables issus du monde économique ou de cadres du secteur public. L'effort est louable, car au regard des statistiques disponibles, cette situation est beaucoup plus habituelle.

La vaste enquête historique pilotée par Maurice Agulhon sur les maires en France de l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin des années 1960 a ainsi établi que la part des « travailleurs manuels non agricoles » a toujours été modeste dans les communes de 2000 à 9999 habitants et qu'elle était même restée stable en moyenne durée en dépit du déclin de l'agriculture (autour de 14% en 1936 et en 1966), tandis que « la part des maires chefs d'entreprise [y] est la plus forte sur tout le territoire : 17% en 1936 (contre 5% dans les villes de plus de 10 000 habitants) et 8-9% en 1966 (contre 2%)<sup>3</sup> ». Depuis, la part des ouvriers s'est à tel point raréfiée qu'en 2008, dans l'ensemble des communes dépassant 2500 habitants, on en dénombrait en tout et pour tout que 19 sur 2 474 (0,8 %) contre 1 486 maires cadres supérieurs (60,1 %)4.

---

<sup>3</sup> Maurice Agulhon et al., *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, cité p. 30.

<sup>4</sup> Michel Koebel, « Le profil social des maires de France », *Pouvoirs*, 148, 2014, p. 126. Les données ne prennent toutefois pas en compte les ouvriers retraités. La part des maires employés a en revanche régulièrement augmenté pour s'établir à 16,6 % en 2008.

## Le syndicalisme, vecteur des élites ouvrières

Comment expliquer cette difficulté des ouvriers à se faire élire dans des communes où ils sont souvent majoritaires et la prépondérance inverse de notables issus de la petite et moyenne bourgeoisie économique ou, plus rarement, administrative et culturelle ? Serait-ce parce que les scènes municipales des bourgs ruraux échapperaient à la politisation du fait de leur caractère consensuel découlant du poids des relations d'interconnaissance et des liens de sociabilité transclasses qui les caractériseraient ? Julian Mischi récuse cette explication générale qui fait la part belle aux stéréotypes du consensus et de l'apolitisme. De fait, au moins jusqu'à la veille des élections de 2026, la réduction de l'offre électorale à une seule liste concerne surtout les localités comptant moins de 500 habitants. Si l'on observe, par exemple, les élections municipales de 2014, 59% des communes de 1000 à 3500 habitants comptent au moins deux listes en lice ; ce phénomène n'est guère récent comme l'indique le fait que dans les trois communes qu'il a choisi d'étudier, 36 des 42 scrutins municipaux tenus depuis 1945 (soit 86 %) mettent aux prises plusieurs listes de candidats (p. 107).

Julian Mischi n'adhère pas plus à l'hypothèse de la domination culturelle qui conduirait à l'auto-exclusion des ouvriers de la politique. Pour lui ces derniers ne sont pas systématiquement exclus des luttes municipales dans les bourgs, lesquelles expriment au contraire des « tensions entre groupes sociaux » et mettent « aux prises des acteurs inscrits différemment dans un même espace social local où ils entretiennent des rapports de rivalité, d'alliance, d'évitement ou encore de domination » (p. 14-15). Ces luttes concurremment sociales et politiques ne sont bien sûr pas indépendantes des grandes tendances qui affectent la politique nationale. Bien que les partis soient généralement absents des bourgs ruraux et que les têtes de liste qui s'affrontent s'abstiennent de s'y référer, même quand leur orientation politique est notoirement connue, l'impact des débats et rapports de forces politiques nationaux doit être pris en considération. Mais, comme le montre Julian Mischi, il apparaît très variable selon les périodes.

Pour mettre en évidence cette intrication des hiérarchies sociales et des luttes politiques, Julian Mischi s'appuie principalement sur une analyse socio-historique, courant sur plus d'un siècle, de l'évolution de la composition des listes municipales de trois bourgs dont la population a regroupé entre 2000 et 5000 habitants tout au long du XXe siècle, et qui ont un long passé industriel. Deux d'entre eux sont situés dans l'Yonne à dix kilomètres l'un de l'autre : Briennon-sur-Armançon, qui a connu un fort

déclin de ses industries dans les années 1970-1980 et dont le conseil municipal est dominé de longue date par la petite bourgeoisie (commerçants, artisans, enseignants) et Saint-Florentin, économiquement moins sinistrée, où le pouvoir municipal est monopolisé depuis 1945 par les détenteurs du pouvoir économique. Le troisième bourg étudié, Venarey-les-Laumes, est situé en Côte d'Or à cent kilomètres plus au sud. Longtemps importante cité cheminote avant que d'autres activités industrielles (laiterie, métallurgie, textile) ne viennent compenser la diminution de la main-d'œuvre affectée à la réparation des locomotives à vapeur à partir des années 1950, la commune connaît elle aussi un déclin de son activité industrielle à partir des années 1980. Elle est la seule des trois où des ouvriers ont été à diverses périodes bien représentés au conseil municipal, avec notamment un maire électricien cheminot à sa tête de 1971 à 1995.

Pour étudier ces trois bourgs aux configurations socio-politiques distinctes, Julian Mischi a dépouillé les archives locales (presse, archives municipales et départementales) et conduit plusieurs dizaines d'entretiens. Les trois sites ne font cependant pas l'objet d'une investigation systématique et également fouillée, ce qui se comprend compte tenu de l'ampleur de la période couverte, même si les années d'avant-guerre sont relativement moins explorées. Chaque cas éclaire en fait un aspect différent des conditions d'accès à ce que Marc Abélès nomme le groupe des « éligibles<sup>5</sup> » : la délégation par les militants ouvriers socialistes du pouvoir municipal à la petite-bourgeoisie diplômée dès les années 1920 dans le cas de Briennon (chap. 1) ; la capacité de certains ouvriers qualifiés à occuper des positions municipales à Venarey (chap. 2 et 5) ; la puissance du patronat depuis le lendemain de la Seconde guerre mondiale à Saint-Florentin (chap. 6 et 7).

Si on résume à grands traits ces chapitres monographiques, l'enquête confirme que le syndicalisme, associé au début du siècle à l'existence de coopératives, est bien le principal vecteur par lequel une élite ouvrière peut émerger. C'est bien parce qu'il

---

<sup>5</sup> Pour Marc Abélès, l'éligibilité définit les attributs sociaux et culturels qui légitiment la prétention de certains individus à représenter le territoire et donc en grande partie leurs chances d'être élus : dans le monde rural, l'autochtonie en fait partie, mais elle n'est opérante que si elle se combine à une insertion dans des réseaux de sociabilité et/ou de notabilité qui atteste d'une forme de dévouement de longue durée à la commune et d'une capacité à la défendre auprès des institutions supra-communales. Enquêtant dans le canton icaunais de Quarré-les-Tombes à la fin des années 1980, il met en évidence que cette inscription dans la longue durée se manifeste notamment par le poids du patrimoine politique familial hérité. Marc Abélès, *Jours Tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

est trop faible à Briennon et à Saint-Florentin que les ouvriers restent à l'écart du pouvoir municipal. Les deux cas n'en sont pas moins différents.

À Briennon les ouvriers les plus politisés apportent leur soutien à des membres de la petite-bourgeoisie républicaine avec lesquels ils font front commun pour défendre l'école publique et une vie associative indépendante du pouvoir patronal et, ainsi, conserver le contrôle de la mairie ; en 1989, dans des conditions qui ne sont pas précisées, un ouvrier de l'ameublement, responsable de la CGT, adhérent du PCF parvient néanmoins enfin à y être élu maire jusqu'à ce qu'il soit défait en 2001 par une liste de centre-gauche conduite par un inspecteur principal des impôts et sur laquelle on compte de nombreux fonctionnaires : retour à la normale en quelque sorte.

À Saint-Florentin, le poids du paternalisme d'entreprise, mais aussi, depuis les années 1960, l'existence d'une main-d'œuvre immigrée exclue du vote, débouchent sur la mainmise patronale, à tel point que « parmi les 43 maires et adjoints qui se sont succédé depuis la fin de la guerre figurent 16 dirigeants et cadres d'entreprise industrielle et 12 commerçants et artisans, mais aucun ouvrier » (p. 202) et que tout au long de la période seuls 13 ouvriers ont siégé au conseil municipal sur les 84 qui ont été candidats.

Seule Venarey fait exception, mais significativement, le maire cheminot syndicaliste CFDT, élu en 1971, n'accède à ce poste que parce qu'il peut s'appuyer sur d'autres réseaux : paroissiaux (Secours catholique, Association familiale rurale) et familiaux (il est un enfant du « pays » issu d'« une famille paysanne de six enfants d'un village des environs », p. 179). Démocrate-chrétien, il soutient Jean Lecanuet en 1965, puis Valéry Giscard d'Estaing en 1974 avant de prendre ses distances et de rejoindre le Mouvement des radicaux de gauche dans la deuxième moitié des années 1970, car le moins suspect d'accointance avec le PCF. Comme maire et conseiller général, Pierre Rebourg mène une politique essentiellement tournée vers la création d'emplois industriels, si bien qu'il apparaît parfaitement acceptable aux yeux des acteurs économiques locaux, au point d'intégrer de plus en plus de cadres industriels et de notables (un pharmacien, un hôtelier, un notaire) dans son équipe à mesure de ses réélections. Son œcuménisme lui vaudra d'avoir à faire face à une scission de son équipe en 1977 dont les membres (un directeur d'école socialiste et un cheminot communiste) conduisent une liste d'union de la gauche qui dénonce son « apolitisme qui masque le vrai visage de la Droite » (p. 193). Jamais la gauche ne parviendra cependant à le détrôner et la ville restera jusqu'à aujourd'hui sous le contrôle de ceux à qui Pierre Rebourg a passé le flambeau : un collaborateur politique européen

diplômé en science politique, membre du parti radical, ce qui montre au passage que l'apolitisme de façade peut parfaitement se conjuguer dans les petites communes avec l'insertion discrète dans des réseaux partisans nationaux. Le caractère atypique du maire ouvrier de Saint-Florentin conduit donc Julian Mischi à conclure qu'une « dynamique structurelle de marginalisation des classes populaires travaille en réalité toutes les configurations » (p. 99).

## **Le local et le national**

Dans trois autres chapitres, Julian Mischi combine des données issues de ses trois terrains pour aborder des questions transversales : l'articulation fluctuante des luttes politiques locales et nationales (chap. 3), l'évolution de la place des femmes dans les conseils municipaux (chap. 8) et les effets combinés de la désindustrialisation et de la montée en puissance de l'échelon intercommunal sur le recrutement et l'investissement dans leur rôle des élus municipaux, mais aussi sur la montée de l'extrême droite (chap. 9). Il montre ainsi que les luttes politiques nationales ne sont pas sans écho dans les bourgs, surtout à des moments clés de l'histoire nationale : le Front populaire, le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand les communistes jouent les trouble-fêtes, mais sans parvenir à modifier les équilibres ; dans les années 1970, avec l'union de la gauche, mais aussi avec la création du RPR dont les dirigeants tentent d'aller à l'assaut des positions occupées par la droite modérée ; de façon larvée, depuis les années 1990, avec la stratégie d'ancrage municipal quelque peu chaotique du Front puis du Rassemblement national. On regrettera cependant que l'auteur n'apporte que peu de précisions sur la façon dont cette politisation nationale se reflète dans les programmes et les thématiques autour desquels s'opèrent les luttes municipales locales.

À propos de la place des femmes dans les conseils municipaux, Julian Mischi a la bonne idée de rappeler que c'est le régime de Vichy qui en a pris l'initiative en nommant des mères de « bonnes familles » pour assurer les « fonctions de bienfaisance perçues comme féminines et apolitiques » (p. 271), dont beaucoup seront reconduites dans les délégations provisoires mises en place à la Libération. Par la suite, l'Union des femmes françaises (UFF), satellite du PCF, constituera un vivier important de candidates et moins souvent d'élues. La comparaison de la féminisation des trois conseils municipaux corrobore les résultats des enquêtes générales disponibles : la part des femmes n'augmente significativement qu'à partir de 1983, les femmes

demeurent la plupart du temps assignées aux affaires sociales et scolaires, les enseignantes, les travailleuses du secteur sanitaire et social et les commerçantes ont longtemps constitué le principal vivier des conseillères municipales. Sur ce dernier point, Julien Mischi remarque néanmoins que ce vivier s'est tari au moment même où la parité a obligé à trouver plus de femmes pour figurer sur les listes, si bien que dans les trois bourgs étudiés, il constate un mouvement d'entrée des classes populaires féminines dans les conseils à partir des années 2000 (p. 285 *sq.*). Des assistantes maternelles, des aides à domicile ont ainsi pu accéder à des postes d'adjoint, mais toujours pas à celui de maire<sup>6</sup>.

Cet accès timide de femmes de milieu populaire à des postes d'adjoint ne traduit-il pas une dévalorisation de ces postes au profit d'autres positions plus influentes et prestigieuses ? C'est ce que suggère le dernier chapitre qui confirme la professionnalisation de la vie politique locale sous l'effet de la montée en puissance de l'échelon intercommunal<sup>7</sup>. Les communautés de communes ou d'agglomération attirent des profils d'élus gestionnaires, intéressés par la mise en œuvre de politiques publiques, mais aussi disposés au compromis, qui rechignent en conséquence à trop politiser, au sens de conflictualiser, les enjeux municipaux et qui ont tendance à délaisser les contacts quotidiens avec leurs administrés.

Ce dernier chapitre aborde également la question essentielle des effets politiques locaux de la désindustrialisation et du déclin démographique. Relatant son expérience de terrain, Julian Mischi souligne que « Le déclin de leurs communes est un thème récurrent des échanges entre habitants [qui] s'inquiètent de la disparition des commerces, de la fermeture des entreprises ou encore de l'appauvrissement de certains quartiers. La situation n'est pas nouvelle, mais elle s'est aggravée » (p. 290). De fait, la création de centres commerciaux en périphérie, ajoutée au déclin démographique, y a transformé les centres-villes en quartiers d'habitat vétuste et en lieux de trafic de drogues, alimentant les inquiétudes de la population et ses demandes de dispositifs de sécurité (caméras de vidéo-surveillance, policiers municipaux...). Par ailleurs, la présence à Saint-Florentin d'une importante population issue de l'immigration (un quart de la population, le plus fort taux de la région Bourgogne) en fait un enjeu de campagne municipale dès 1983, et même national quand en 1990, un restaurateur tire à plusieurs reprises à la carabine sur deux jeunes Marocains qui

---

<sup>6</sup> Dans la tranche qui correspond à la taille des trois communes étudiées, soit de 3500 à 5000 habitants, 18% ont une femme maire en 2020 (22% en 2026).

<sup>7</sup> Voir la très bonne synthèse de Thomas Frinault, Aurélie Troupel, Sébastien Vignon, *Sociologie des élus locaux*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2024.

avaient protesté après que celui-ci eut refusé de les servir après la fin du service. En juin 2023, un quartier de la ville sera en proie à des émeutes après la mort de Nahel Merzouk à Nanterre tué par un policier.

## **La montée de l'extrême droite et de l'abstention**

Jusqu'à quel point ces tensions sociales alimentent-elles le vote en faveur du FN/RN ? Si elles nourrissent aussi l'abstention, la montée du vote en faveur de l'extrême droite est indéniable et ancienne. En 2002 à Briennon et Saint-Florentin, Jean-Marie Le Pen récolte autour de 30% au second tour de la présidentielle contre 18% en moyenne nationale. Ce vote augmente fortement et se généralise dans les trois bourgs à partir de 2017 avec toutefois une baisse relative à Saint-Florentin, imputable à l'accès à la citoyenneté et la mobilisation des descendants de l'immigration. C'est pourtant dans ce seul bourg que le FN parvient à présenter une liste aux scrutins municipaux de 1995 et 2001, obtenant 36% puis 27%, bien plus que la liste de gauche. Son leader local, Marc Fournier, un artisan plâtrier, s'appuie alors essentiellement sur les membres de sa famille, sur ses confrères et sur leurs employés pour constituer sa liste, d'où « l'entrée exceptionnelle de candidats des classes populaires sur la scène politique locale » (p. 313). En 2008, quand ce dernier rejoint la liste sortante de droite, c'en est fini de la présence municipale du Front national. Si les difficultés de ce parti à convaincre suffisamment de personnes « éligibles » à le soutenir officiellement dans les petites communes est donc confirmée ici, la présence de l'extrême-droite peut revêtir des habits discrets, comme à Briennon en 2014 où un cadre de police à la retraite, fils d'un ancien premier adjoint, mène une liste qui obtient 41% des suffrages au premier tour en en reprenant les thématiques. Entre-temps, la gauche brienonnaise a perdu son ancrage ouvrier, le PCF s'est effondré, une équipe municipale de centre-gauche dominée par des fonctionnaires diplômés a déployé un mode de gouvernance technocratique qui privilégie des « gens capables » qui la coupe d'une partie importante de la population qui la juge distante et méprisante.

Ce dernier chapitre met plus généralement en lumière la rétraction du « vivier de recrutement des maires » et le caractère de plus en plus solitaire et « présidentiel » de l'exercice du pouvoir municipal qui débouchent à la fois sur une augmentation de l'abstention et une tendance à la reconduction des maires sortants. Cela conduit Julian Mischi à conclure que « la crise des formes traditionnelles de la représentation politique touche également les élus des petites villes » (p. 332). Le résultat des élections

municipales de 2026 dans les trois bourgs étudiés confirme en partie ce diagnostic. En premier lieu, l'abstention a continué d'y progresser démontrant au passage qu'il ne s'agit d'un phénomène propre ni aux grandes agglomérations ni aux communes de moins de 1000 habitants où l'obligation de présenter des listes complètes et paritaires a conduit à l'augmentation des listes uniques. Si l'on met à part les municipales de 2020 tenues en pleine pandémie de Covid, l'abstention par rapport à 2014 a cru de 9,7 points à Venarey (de 28,1% à 36,8%), 4,2 points à Brienon (de 39,2% à 43,4%) et 25,2 points à Saint-Florentin (de 56,6% à 31,8%) où, il est vrai, la seule liste du maire sortant était en présence.

Comme Julian Mischi l'a analysé récemment : « On peut y lire la poursuite d'une monopolisation du pouvoir municipal par des entrepreneurs locaux ancrés à droite » et l'incapacité de la gauche, disparue du paysage municipal depuis 2020, à se structurer localement « alors même que le groupe ouvrier reste numériquement prédominant – près de la moitié des actifs – et que Jean-Luc Mélenchon y avait recueilli 30 % des suffrages à la présidentielle de 2022. La faiblesse des réseaux syndicaux, vivier traditionnel de candidatures populaires, et l'absence d'un milieu étoffé de fonctionnaires – la ville n'est ni sous-préfecture ni dotée d'un lycée ou d'un hôpital – contribuent à cet effacement. En outre, une partie importante des classes populaires locales est issue de l'immigration maghrébine et, de ce fait, éloignée des réseaux permettant l'accès au pouvoir local<sup>8</sup> ».

## Conclusion

À Brienon-sur-Armançon, pour la première fois, une liste conduite par un cadre du RN (suppléant de la députée locale) a été constituée et obtenu 39 % des voix au second tour. Elle n'a pas empêché la reconduction de l'équipe sortante conduite par un nouveau chef de file, ancien agent de maîtrise à la SNCF à la retraite, qui « doit son éligibilité à ses attaches locales, à un engagement associatif et à une longue expérience municipale ». Point important, « bien qu'issu de la gauche, cet ancien adjoint a constitué une équipe sans étiquette, intégrant des sensibilités de droite, illustrant la dépolitisation croissante du jeu municipal et la montée d'un profil d'élus davantage gestionnaire que militant. »

---

<sup>8</sup> Julian Mischi, « Des contre-pouvoirs progressistes peuvent émerger dans des territoires populaires, même à fort vote RN », *Le Monde*, 26 mars 2026.

À Venarey-les-Laumes en revanche, le maire sortant, à la tête de la commune depuis 2001, réélu jusque-là avec près des trois quarts des suffrages, a été nettement battu, en dépit des positions institutionnelles extra-communales qu'il occupe (président de la communauté de communes, vice-président de la région, vice-président de l'Association des maires de France, par une liste d'union populaire et citoyenne recueillant 55 % des suffrages. Julian Mischi observe que cette liste a mené une campagne intensive dénonçant « un déficit de démocratie locale », l'exercice trop personnel du pouvoir municipal du maire sortant, ainsi que son éloignement de la commune. Cet heureux événement l'amène donc à amender quelque peu son diagnostic pessimiste en soulignant qu'il « montre que des contre-pouvoirs progressistes peuvent émerger dans des territoires populaires, même à fort vote RN », même si « les nouveaux élus devront composer avec les logiques de concentration du pouvoir inhérentes à l'exercice municipal, susceptibles de fragiliser l'esprit collectif qui a permis leur victoire. »

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 14 avril 2026.